

LETTRE OUVERTE

diffusée en parallèle sur tous les réseaux sociaux de l'Union populaire républicaine
(X, Facebook, UPR-TV YouTube, TikTok, Instagram)

François ASSELINEAU

Président de l'Union populaire républicaine (UPR)

Ancien candidat à l'élection présidentielle de 2017

Candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2027

28, rue Basfroi 75011 PARIS

Secrétariat : cp@upr.fr

**À l'attention de Monsieur Bertrand VENTEAU
Président de la Coordination rurale**

Paris, le 5 janvier 2026

Objet : Propositions pour résoudre la crise agricole

Monsieur le Président,

Les énièmes crises que traverse le monde agricole depuis plusieurs mois font, encore et encore, ressortir la responsabilité déterminante de l'Union européenne dans les malheurs de notre agriculture nationale, qu'il s'agisse de la question des néonicotinoïdes et de l'acétamipride, du traitement expéditif et déraisonnable de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC), de l'opposition à la signature du Mercosur ou de la concurrence – fatale pour nos agriculteurs – qu'entraînerait l'entrée de l'Ukraine dans le marché commun.

Depuis le traité de Maastricht entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993, le monde agricole français en général, et celui des petites exploitations familiales en particulier, va de crises en convulsions, qui ont toutes trouvé leur cause principale dans l'appartenance de la France à l'Union européenne et à l'euro, et qui se sont toutes soldées, en définitive, au détriment des agriculteurs familiaux français.

L'effondrement continual du nombre d'exploitations agricoles depuis un demi-siècle en est la conséquence. Il est passé d'un million au début des années 1990 à 350.000 en 2023, soit une division par trois. Le nombre total d'« équivalents temps plein » (ETP) que compte le secteur agricole français, s'est également effondré, passant de près de 1,5 million au début des années 1990 à environ 700.000 en 2023, soit une division par deux.

Certes, ces évolutions s'expliquent en partie par les progrès techniques et le regroupement d'exploitations. Mais elle s'explique d'abord et avant tout par l'objectif unique imposé par la politique agricole commune (PAC) d'une augmentation continue de la productivité et de la mise en concurrence sans protection de nos agriculteurs avec le monde entier (articles 38 et 39 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne).

C'est pourquoi les tendances observées laissent augurer, à horizon d'une quinzaine d'années tout au plus, la disparition quasiment complète du modèle millénaire de l'agriculture familiale française, avec tout ce que cela implique : appauvrissement des terroirs, dévitalisation de la ruralité, perte des traditions et savoir-faire ancestraux, baisse de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits, menaces sur la faune, la flore et l'entretien des paysages, marchandisation du vivant.

C'est désormais notre identité nationale même qui est en péril extrême.

À cela s'ajoute que, dans le même temps :

- la contribution nette de la France au budget européen a explosé, passant de l'équivalent de 2,3 milliards d'euros en 1993 à environ 10 milliards en 2025 et plus de 13 milliards en 2026. Sachant que ces montants sont calculés *a minima*, tant l'opacité règne sur l'ensemble des ponctions financières que l'Union européenne effectue sur notre pays. Du reste, les Français en général et les agriculteurs en particulier sont sciemment tenus dans l'ignorance que les fonds prétendument « européens » dont bénéficient nos agriculteurs sont financés et au-delà par les Français eux-mêmes ;
- notre commerce extérieur agricole s'est écroulé puisque la balance commerciale alimentaire de la France est devenue déficitaire en 2025, pour la première fois depuis 1978, ce qui marque de façon très inquiétante la fin de notre indépendance alimentaire.

Cela signifie que, non seulement l'agriculture familiale française est en voie de disparition, mais qu'en plus, les contribuables français payent pour cette politique suicidaire sans en avoir conscience !

Pourtant, au cours du tiers de siècle écoulé depuis l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, les agriculteurs français ne sont pas restés passifs pour tenter de contrecarrer leur disparition programmée. De très importantes manifestations d'agriculteurs français ont notamment eu lieu :

- contre l'accord de Blair House de novembre 1992 entre les États-Unis et l'Union européenne, négocié perfidement à l'insu du gouvernement français par le commissaire européen de nationalité britannique Sir Leon Brittan, qui a imposé une réduction des subventions intérieures et à l'exportation versées aux producteurs français ;
- contre la réforme de la PAC de 1999 qui visait à freiner la progression des dépenses agricoles, par une baisse des prix garantis qui ne serait que partiellement compensée par une hausse des aides directes. L'Allemagne, déjà, pesait de tout son poids pour faire aboutir ces principes contre l'intérêt des agriculteurs français. Cette contestation est restée dans les mémoires parce que le bureau de la ministre de l'Environnement de l'époque, Mme Dominique Voynet, avait été saccagé par des manifestants ;
- contre les contraintes imposées par l'Union européenne empêchant de soutenir les éleveurs lors de la crise de la « vache folle » et de la fièvre aphteuse au début des années 2000, alors que la consommation de la viande et les prix chutaient ;
- contre la réforme de la PAC de 2003, portée par le commissaire européen de nationalité autrichienne Franz Fischler, qui projetait de découpler le niveau des aides agricoles directes du niveau de production. Ce qui visait à faire baisser le prix des produits agricoles, notamment du lait et des céréales, pour les rapprocher des prix mondiaux. Quitte à faire baisser le revenu des agriculteurs, il

s'agissait alors de mettre en conformité la PAC avec les règles de l'OMC et de préparer l'entrée de 10 nouveaux États membres dans l'Union européenne à partir du 1^{er} mai 2004, élargissement décisif s'il en est qui fut imposé au peuple français sans lui demander son avis ;

- contre les accords de libre-échange planifiés par l'Union européenne avec les États-Unis d'Amérique, avec le Canada, avec le Mercosur et d'autres zones géographiques. Des manifestations contre ces accords surviennent régulièrement depuis plus d'une dizaine d'années maintenant. Et c'est toujours en vain puisque la Commission européenne avance contre vents et marées, et avec le soutien d'une large majorité d'États membres puisque, en définitive, la France se trouve quasi systématiquement mise en minorité sur ces sujets essentiels pour elle.

Les manifestations observées actuellement en France, que le gouvernement cherche, comme à son habitude, à éteindre par des mesures palliatives momentanées qui ne règlent rien sur le fond, seront un énième baroud d'honneur sans lendemain. **Sauf si les syndicats agricoles, dont le vôtre, décident maintenant de dire clairement la vérité aux agriculteurs sur la cause réelle, profonde et durable de leurs malheurs : la prétendue « construction européenne » n'est pas ou plus LA solution ; c'est devenu LE problème.**

C'est pourquoi je suggère, de la façon la plus solennelle, aux agriculteurs et à leurs représentants, dont vous-même, d'abandonner leur politique d'atermoiements et de compromission avec des dirigeants nationaux privés, en réalité, de tout vrai pouvoir. Le constat est désormais aveuglant. La situation est devenue critique. Il y a une urgence absolue à mettre la sortie de l'Union européenne au cœur de vos revendications.

Aussi, je propose :

- **Que vous exigez, à l'occasion des négociations avec le gouvernement, que soient organisés des grands débats sur les médias audiovisuels nationaux pour aller enfin au fond des choses et discuter, devant les Français, de l'opportunité ou non de sortir de l'Union européenne. Et ceci avec ma participation à ces émissions**, puisque les 18 ans que j'ai consacrés à cette éducation populaire me donnent le droit moral et la légitimité de porter la parole de tous les partisans du « Frexit ». Je suis sans doute le mieux placé pour répondre aux sempiternelles objections de ceux qui veulent empêcher la démocratie de fonctionner. Quatre grands débats de fond pourraient ainsi être organisés : un sur l'agriculture, un autre sur l'industrie, un autre sur l'euro et un dernier sur les questions géopolitiques.
- **Que vous annonciez que votre syndicat soutiendra le ou les candidats proposant, non pas les sempiternelles promesses de « changer l'Europe de l'intérieur », mais clairement et sans aucune ambiguïté la sortie de la France de l'Union européenne et de l'euro, lors de la prochaine élection présidentielle de 2027.**

Je suis d'ailleurs à votre disposition pour participer à tout événement ou réunion publique qui aurait pour mot d'ordre le retour à notre souveraineté nationale.

Dans l'attente de votre réponse que j'espère positive, je vous prie, Monsieur le Président, de trouver ici l'assurance de ma meilleure considération.



François ASSELINEAU